

# La vallée de Sula (Honduras), une marge triomphante? Sébastien Hardy

# ▶ To cite this version:

Sébastien Hardy. La vallée de Sula (Honduras), une marge triomphante?. Mosella: revue du Centre d'études géographiques de Metz, 2006, XXVIII (3-4), pp.221-233. halshs-00148139

# HAL Id: halshs-00148139 https://shs.hal.science/halshs-00148139

Submitted on 22 May 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers. L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# LA VALLÉE DE SULA (HONDURAS), UNE MARGE TRIOMPHANTE?

Sébastien HARDY IRD, UR 029 Environnement urbain

#### RÉSUMÉ

La vallée de Sula, caractérisée par l'activité agro-exportatrice et maquiladora entretient d'intenses relations avec le système Monde, mais fonctionne de façon très autonome par rapport au système sociospatial hondurien. Pour maintenir un système territorial qu'ils jugent efficace, les acteurs sanpedranos transforment cette marge hondurienne en une interface entre le système Monde et le reste de l'Etat-nation hondurien.

#### **ABSTRACT**

The valley of Sula which is characterized by the agro-export and maquiladora activity is strongly connected with the World-System though it works in a very autonomous way compared to the Honduran socio-spatial system. The Sanpedrano actors are transforming this Honduran margin into an interface between the World-System and the rest of the Honduran Nation-State to maintain a territorial system they consider efficient.

#### **ZUSAMMENFASSUNG**

Das Tal von Sula, das von der agroexportierenden und Maquiladora-Tätigkeit charakterisiert ist, unterhält starke Beziehungen zur globalen Ebene, funktioniert aber auf sehr autonome Weise in Bezug zum hondurianischen sozialräumlichen System. Um ein effektives Raumsystem aufrechtzuerhalten, transformieren die Akteure in San Pedro dieses hondurianische Randgebiet in eine Schnittstelle zwischen der Welt und dem restlichen hondurianischen Nationalstaat.

ur la façade caribéenne, la vallée de Sula (fig. 1) fonctionne de façon très autonome par rapport au système sociospatial hondurien, alors qu'elle entretient dans le même temps d'intenses relations avec le système Monde. La zone hondurienne de San Pedro Sula-Puerto Cortés constitue en effet une région développée et urbanisée, qui contraste fortement avec le reste de l'Etat-nation. Elle traite d'égal à égal avec sa capitale politique, Tegucigalpa (Musset, 2000 : 43), mais ne s'en trouve pas moins en position périphérique. Sa situation frontalière, zone de contact avec le Guatemala et la Méditerranée américaine, la marginalise également du reste du pays. Délaissée par les Espagnols et véritable enclave depuis la seconde moitié du XIXème siècle, son développement s'est opéré autour des activités d'exportation de faible valeur ajoutée et sujettes à des fluctuations de marché. L'activité agro-exportatrice a transformé en profondeur la région de San Pedro Sula-Puerto Cortés, la reliant aux corridors d'échanges mondiaux et la plaçant dans un champ de force international. En retour, l'activité agro-exportatrice a aussi renforcé la marginalisation de la vallée de Sula par rapport aux autres entités sociospatiales

honduriennes, peu touchées par les processus de modernisation. L'économie bananière a été un facteur de désarticulation du territoire hondurien, plaçant la vallée de Sula en marge des autres entités nationales.

Aujourd'hui, l'industrie maquiladora - qui réalise l'assemblage de biens intermédiaires destinés à l'exportation, grâce à une main-d'œuvre bon marché, dans le cadre d'un régime d'exonérations fiscales (van Wunnick, 2001 : 94) - contribue au développement de la vallée de Sula et la positionne dans un nouveau champ de forces. Aussi les mécanismes de mondialisation et de flexibilisation de l'industrie et des services soumettent-ils le territoire de Sula, très ouvert sur le système Monde à des recompositions. Mais, les recompositions en cours obligent les acteurs sanpedranos à s'intéresser au reste du territoire hondurien. Cet éclairage révèle le paradoxe (de Ruffray, 2001 : 313) qui traverse la vallée de Sula, système territorial de marge en même temps qu'interface.

On peut toutefois se demander jusqu'à quel point la vallée de Sula constitue encore une marge hondurienne. En effet, pour pérenniser une organisation sociospatiale qui est territorialement très efficace, les acteurs de la vallée de Sula la placent de plus en plus à l'interface entre l'international et le reste de l'Etat-nation hondurien.

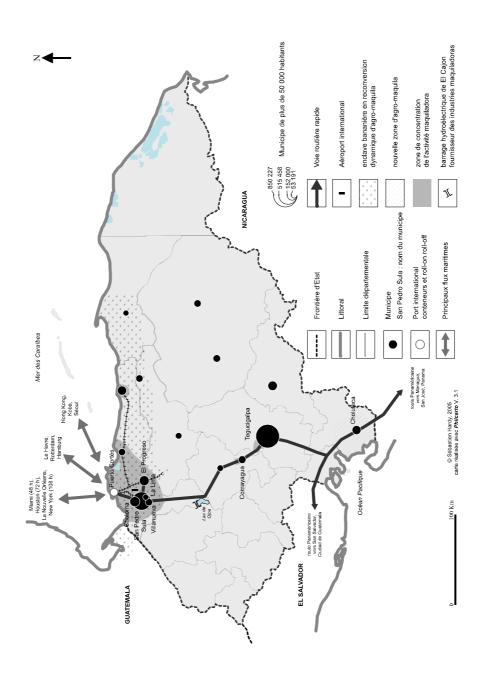
#### 1. - TRAJECTOIRES D'UN TERRITOIRE

#### 1.1. - Un territoire longtemps ignoré

Dès le début de la Conquête, les Espagnols qui découvrent l'isthme centraméricain fondent des villes, à la fois symboles et points d'appui de leur puissance territoriale. Leur hâte s'accompagne souvent d'erreurs et San Pedro Sula de Puerto Caballo, créée en 1536, en est l'exemple. Nourris des idées des auteurs gréco-romains, notamment Hippocrate et Gallien, les Conquistadors estiment très vite que la région de San Pedro Sula de Puerto Caballo est profondément malsaine. Par ailleurs, les ports que la Couronne tente d'ériger sur la façade caraïbe sont régulièrement la cible des pirates anglais et hollandais (photographie n° 1) (Musset, 2002 : 90 ; 134 ; 157) et Puerto Caballo n'y échappe pas. Malgré la commode interface que la région de San Pedro Sula de Puerto Caballo constitue déjà entre l'Espagne et les riches mines honduriennes de Valladolid (aujourd'hui Comayagua), les autorités espagnoles lui préfèrent les rivages guatémaltèques plus faciles à surveiller. Le port de Puerto Caballo est même détruit au début du XVIIème siècle sur ordre des autorités de la Capitainerie générale du Guatemala (Musset, 2002 : 254). Cette destruction provoque de facto l'éclipse de la ville de San Pedro Sula à laquelle le port est attaché. Dans l'organisation administrative de la Capitainerie générale du Guatemala, la vallée de Sula se retrouve alors en position périphérique. En 1890, la ville compte encore à peine 1 800 habitants.

La situation de la vallée de Sula ne manque pourtant pas d'atouts dans une Amérique centrale qui se caractérise plutôt par l'isolement géographique. Articulée à la vallée de l'Ulúa, la vallée de Sula appartient à la dépression centrale qui traverse le Honduras du nord au sud. Non seulement cette dépression raccourcit le trajet transisthmique – 250 km de l'embouchure de l'Ulúa sur la façade caraïbe au golfe de Fonseca sur la façade pacifique - mais sur le trajet, les plus hauts cols à franchir ne dépassent pas 1 000 m d'altitude. C'est une région propice à l'aménagement de nombreuses voies de communication. Les compagnies bananières étasuniennes ne s'y sont pas trompées. Elles ont su, les premières, tirer profit de cette situation exceptionnelle en introduisant les cultures d'exportation qui leur permettent de prendre le contrôle de la région.

Fig. 1 : La vallée de Sula, une enclave au sein du territoire hondurien.



# Photographie N° 1: Omoa



(Cliché : S. Hardy, juillet 2004).

La forteresse espagnole d'Omoa, à l'ouest de Puerto Cortés, à proximité de la frontière guatémaltèque, était destinée à protéger les côtes honduriennes. Elle a été l'objet de nombreuses attaques et constitue aujourd'hui un haut lieu du tourisme hondurien

## 1.2. - Un développement extraverti

Longtemps léthargique et marginalisée, la région hondurienne de San Pedro Sula-Puerto Cortés prend son essor dans la seconde moitié du XIXème siècle, transformée par la culture bananière qui devient rapidement le pivot essentiel de la vie économique du pays. Mais cette croissance du secteur bananier constitue un facteur de désarticulation de la vallée de Sula par rapport au territoire hondurien.

Pour favoriser la production bananière, le gouvernement hondurien développe dans un premier temps les infrastructures de la vallée de Sula. Il contracte un prêt sur les marchés financiers européens et entreprend la construction d'équipements ferroviaires. Il crée dans la foulée le port de Puerto Cortés pour permettre aux navires transocéaniques de charger les cargaisons de bananes qui y parviennent par le chemin de fer. Puerto Cortés est relié dès 1866 à San Pedro Sula par un premier tronçon de voie ferrée. Mais la jeune

 $\textbf{Mosella 2003} - \mathsf{Tome~XXVIII} - N^{\circ}3\text{-}4$ 

République hondurienne ne dispose pas des moyens nécessaires - ni en capitaux ni en compétences techniques - pour procéder par elle-même à l'établissement d'une production bananière à l'échelle exigée par le développement du marché mondial. Très rapidement, l'État hondurien se laisse déborder par les compagnies bananières dont l'extension dépend largement des infrastructures. Les dirigeants honduriens optent alors pour la concession d'immenses superficies à des compagnies étasuniennes, qui y gagnent par la même occasion de très fortes prérogatives. Ils initient l'extraterritorialité attachée au territoire de Sula. En échange des immenses concessions et privilèges, l'État espère équiper à bon prix l'ensemble du territoire hondurien. Par exemple, la convention signée en 1913 entre le Honduras et la United Fruit Company stipulait que « la société américaine recevrait 500 ha de terres pour chaque kilomètre de rail installé, la concession des services téléphoniques et télégraphiques, le droit d'utiliser les ressources hydrauliques situées à moins de 50 km et celui de couper du bois et d'extraire des pierres en n'importe quel point du territoire national » (Musset, 1994 : 57). Toutefois, les intérêts des transnationales divergent de ceux de l'État et expliquent le développement très partiel des infrastructures. Les compagnies bananières construisent bien des infrastructures, mais seulement celles destinées à relier l'arrière-pays au littoral. Le développement ne concerne presque que l'enclave bananière, en particulier la vallée de Sula. La ligne ferroviaire destinée à relier la façade atlantique à la façade pacifique, désirée par les gouvernements honduriens successifs pour unifier le territoire national, ne sera jamais édifiée. La Cuyamel Fruit Co., compagnie étasunienne fondée en 1905 s'assure même le contrôle de la jetée de Puerto Cortés et du chemin de fer national grâce à l'écran de la Companía Agrícola de Sula. Pour le territoire de Sula, l'ouverture sur la Méditerranée américaine provoque finalement sa fermeture au reste de l'Etat-nation

Les compagnies bananières présentes dans la vallée de Sula atteignent une puissance qui leur laisse les coudées franches sur le territoire de San Pedro Sula-Puerto Cortés. Elles se lancent dans des fabrications diversifiées (usines à glace, de boissons gazeuses, de savons, de chaussures) et transforment la vallée de Sula en profondeur. En la modernisant, elles la désarticulent aussi du territoire hondurien. Très médiocrement génératrice de services, l'économie exportatrice de fruits tropicaux concentre en effet les retombées modernisantes qu'elle engendre aux abords immédiats de sa zone de production, celle de San Pedro Sula-Puerto Cortés. L'enclave moderniste accapare, en les détournant de leur fonction, l'essentiel des potentialités autochtones de développement. Des entrepreneurs venus d'Europe occidentale et du bassin méditerranéen y font souche et deviennent rapidement les principaux catalyseurs du développement local, au détriment des descendants espagnols qui se replient sur la capitale politique. Ce système de développement et d'équipement favorise l'éclatement territorial entre, d'une part, territoire équipé et animé e,t d'autre part, territoires non équipés et porteurs du projet politique national. La vallée de Sula se marginalise au sein de l'Etat-nation hondurien, alors qu'elle est, en étroite relation avec le système économique mondial, soumise à ses changements. Ces dynamiques, de type réticulaire, constitutives de l'enclave bananière, permettent aujourd'hui l'émergence d'une nouvelle activité, une fois encore largement dépendante du système Monde, l'activité maquiladora. Elles modifient par la même occasion la trajectoire du territoire de Sula.

### 2. - UN TERRITOIRE EN RECOMPOSITION

## 2.1. - Renforcement de l'enclave autour de l'activité maquiladora

La vallée de Sula connaît actuellement des recompositions qui relèvent de l'évolution de son statut d'extraterritorialité, en liaison avec celle du système productif mondial. L'industrie textile, notamment étasunienne, intensive en travail et qui emploie surtout des travailleurs peu qualifiés, est en pleine mutation. L'Initiative en faveur du bassin caraïbe (CBI) lancée sous la première administration Reagan a été conçue pour l'accompagner. Celle-ci permet aux industriels étasuniens de délocaliser les activités d'assemblage de la confection vers les pays de la Caraïbe où le coût de la main-d'œuvre est bon marché et la législation du

travail moins rigoureuse, tandis que les industries implantées aux Etats-Unis se robotisent et concentrent leurs activités sur la conception des modèles, la production des tissus et la commercialisation. Parallèlement, les clauses 807 du Code des Douanes des Etats-Unis autorisent dans des conditions très favorables la réexportation vers les Etats-Unis des vêtements assemblés dans le bassin caraïbe.

Sous cet éclairage, la vallée de Sula, territoire accessible, dotée d'une population nombreuse (fig. 2) et assez familière des activités industrielles devient attrayante non seulement pour les investisseurs étasuniens, mais encore pour les investisseurs européens et asiatiques. En y faisant assembler des articles qui deviennent de cette manière "made in America central", les investisseurs asiatiques exploitent les accords du Bassin caraïbe. Ils contournent ainsi les barrières douanières et leurs propres quotas d'exportation d'articles d'habillement vers les Etats-Unis. Ceci explique pourquoi les capitaux investis dans l'industrie maquiladora hondurienne proviennent en 2002 pour 38 % d'entre eux des Etats-Unis, pour 28 % d'Asie et seulement pour 27 % du Honduras (Collectif, 2003 : 10). Aussi l'industrie maquiladora hondurienne fabrique-t-elle pratiquement un seul produit, le prêt-àporter (60 % des entreprises maquiladoras), en se limitant au processus d'assemblage de coupons importés. Pour permettre à la vallée de Sula de devenir véritablement attractive, le territoire a été transformé, gagnant en accessibilité (fig. 1). Les acteurs économiques locaux ont financé les réaménagements en eaux profondes des bassins du port bananier de Puerto Cortés pour les rendre accessibles à des porte-conteneurs. Les infrastructures de chargement/déchargement et de stockage du port de Puerto Cortés ont été modernisées, notamment en permettant le transbordement par roulage (roll-on roll-off). De nouvelles grues rendent le port plus rapide et donc, plus compétitif. Ces aménagements font actuellement de Puerto Cortés le meilleur port d'Amérique centrale, justifiant la présence des plus grandes entreprises mondiales de transport maritime. D'abord les compagnies bananières qui ont diversifié leurs activités comme Dole Ocean Liner, Great White Fleet (Chiquita) ; puis des grands noms du transport conteneurisé comme Seabord Marine, Maerskline, NYKC Line (Japon). Puerto Cortés est aujourd'hui relié, rapidement et avec fréquence, aux grands ports mondiaux : Miami (48 heures), Houston (72 heures), La Nouvelle-Orléans, New York (108 heures), Rotterdam, Hambourg, Brême, Le Havre, Algésiras, Kobe, Séoul, Hong Kong. En 2003, le port a reçu 1 800 navires de 7 000 TEU, ce qui lui a permis d'exporter 250 000 TEU (Twenty-foot Equivalent Unit ou EVP) en conteneurs pour une valeur évaluée à 1,8 milliard de dollars<sup>1</sup>. En juillet 2004, les installations portuaires de Puerto Cortés ont d'ailleurs reçu la certification de sécurité de l'Organisation Maritime Internationale. Cette certification, nécessaire depuis les attentats du 11 septembre 2001 renforce l'ambition à portée régionale de Puerto Cortés et sa suprématie sur les autres ports d'Amérique centrale comme Puerto Barrios (Guatemala) ou Puerto Limón (Costa Rica).

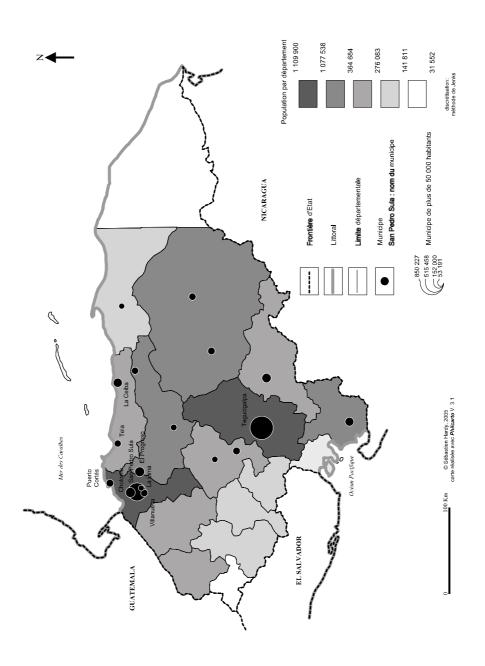
Ces aménagements destinés à créer un environnement favorable, propice à l'attraction industrielle, ont été complétés par un réseau d'infrastructures destinées à innerver l'arrière-pays et couvrir la vallée de Sula, réduisant sensiblement le coût du transport entre Puerto Cortés et le reste de la vallée.

- Une autoroute à quatre voies franchit depuis 1996 la cinquantaine de kilomètres qui sépare San Pedro Sula de Puerto Cortés, en passant par Choloma.
- Une autoroute à quatre voies déroule son ruban à l'est de San Pedro Sula en direction de La Lima et d'El Progresso.
- Une nouvelle route asphaltée et élargie se rend de Puerto Cortés à Omoa et Cuyamel, desservant le littoral, avant de s'éteindre tout près de la frontière honduro-quatémaltèque.
- Une route rapide relie San Pedro Sula à Tegucigalpa, desservant Villanueva (Collectif, 2001 : 66).

Ces aménagements ne se comprennent pourtant que parallèlement à l'évolution du statut d'extraterritorialité de l'enclave bananière.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Par comparaison, le port du Havre a reçu, en 2003, 7 500 navires de 8 000 EVP, lui permettant de traiter 2 millions EVP.

Fig. 2 : La vallée de Sula, un inépuisable réservoir de main-d'œuvre.



#### 2.2. - Le statut d'extraterritorialité en évolution

Les recompositions en cours dans la vallée de Sula découlent très largement du statut d'extraterritorialité qui a toujours marqué l'enclave bananière. Les acteurs locaux ont habilement su en tirer profit pour permettre à la vallée de s'adapter aux changements du système mondial de production. En 1976, sous la présidence du général Oswaldo López Arellano, la législation hondurienne autorise la création d'une zone de libre-échange (ZOLI) à Puerto Cortés, contrôlée par l'Entreprise Nationale Portuaire aux mains des forces armées. À partir de mai 1978, la ZOLI de Puerto Cortés met à la disposition des investisseurs étrangers des installations pré-construites pour des activités industrielles, avec un régime fiscal très avantageux au sein de l'enclave constituée (exemption des impôts fonciers, des taxes sur les importations/exportations, des taxes sur les ventes, des impôts sur les bénéfices). Les forces armées en tirent de substantiels bénéfices et se muent en une redoutable puissance économique, menaçant l'élite sanpedrana, tout en gagnant un point de contrôle sur cette vallée jusqu'alors très à l'écart du territoire national. Cette situation crée un malaise au sein du patronat sanpedrano repoussé dans ses retranchements. Il dénonce une concurrence déloyale des forces armées qui bénéficient d'avantages octroyés par l'État. Sa force économique et sa ténacité sont finalement récompensées. Pour apaiser les tensions, le Congrès promulque en 1987 une législation qui régule les Zonas Industriales de Procesamiento para Exportaciones (ZIP), autorisant l'établissement de zones libres en propriétés privées, avec toutefois des avantages fiscaux un peu moins avantageux que pour les ZOLI (exemption des impôts fonciers pendant dix ans seulement, exemption des impôts sur les bénéfices pendant 20 ans seulement). À partir de 1998, le Congrès étend la législation des ZOLI à tout le territoire national, offrant aux entrepreneurs les plus audacieux la possibilité d'en être les initiateurs (Torres, 1997). Grâce au dynamisme des entrepreneurs sanpedranos, de nombreuses ZIP et ZOLI voient rapidement le jour dans la vallée de Sula, d'abord à Puerto Cortés et San Pedro Sula, puis à Choloma, La Lima, Villanueva, El Progreso (fig. 1). Elles sont conçues par les groupes financiers locaux qui y trouvent un moyen de renouveler leurs activités. Ainsi la Compañia Azucarera S.A. s'associe à un puissant groupe financier britannique pour installer la ZIP San José : la famille Canahuati développe la ZIP Continental à La Lima. Ils mettent leurs efficaces infrastructures, jusqu'ici dédiées à la production agricole, au service de l'activité maquiladora. Ils obtiennent dans leurs parcs industriels des coûts compétitifs pour des services de qualité qui attirent de très nombreuses industries maquiladoras. Les acteurs sanpedranos ont donc tiré profit de la position d'interface de la vallée de Sula avec le système économique mondial et ont su faire évoluer l'enclave bananière de Sula, en la rendant attractive et compétitive pour l'industrie maquiladora. Ils mettent finalement en place une organisation sociospatiale qui semble aller bien au-delà de la seule modernisation de l'enclave, élaborant un modèle pour le Honduras. La vallée de Sula constitue aujourd'hui un espace industriel dédié à l'exportation, espace constitué de firmes rassemblées dans des zones franches, bénéficiant de l'extraterritorialité douanière. On peut toutefois se demander s'il ne s'agit pas d'un cas limite de développement d'une région par l'extérieur, qui renforce au contraire sa marginalisation par rapport aux autres entités sociospatiales.

#### 3. - QUELLE PLACE DANS LE SYSTÈME SOCIOSPATIAL HONDURIEN?

# 3.1. - Un territoire triomphant

La vallée de Sula s'affirme comme le véritable centre économique du Honduras. Elle regroupe le tiers des entreprises existantes, 50 % de la production industrielle du pays, 60 % des contributions au budget national, 40 % de l'emploi total. En 2003, l'industrie maquiladora emploie 106 000 personnes - presque 2 % de la population totale du pays réparties dans 252 entreprises. C'est le secteur le plus pourvoyeur d'emplois (d'Ans, 1998). La vallée de Sula concentre à elle seule les deux tiers des emplois de l'industrie maquiladora hondurienne, avec 97 % des emplois des ZIP et plus de 50 % des emplois des

ZOLI. Or, la contribution de l'activité maquiladora à la balance hondurienne des paiements en 2002 est de 590 millions de dollars, soit 6 % du PIB (Collectif, 2003 : 5). C'est plus que les activités aquicoles (184,7), caféières (182,5) et bananières (172,4) réunies. La vallée de Sula contribue donc très largement à la richesse nationale alors qu'elle a toujours été en marge dans l'Etat-nation hondurien.

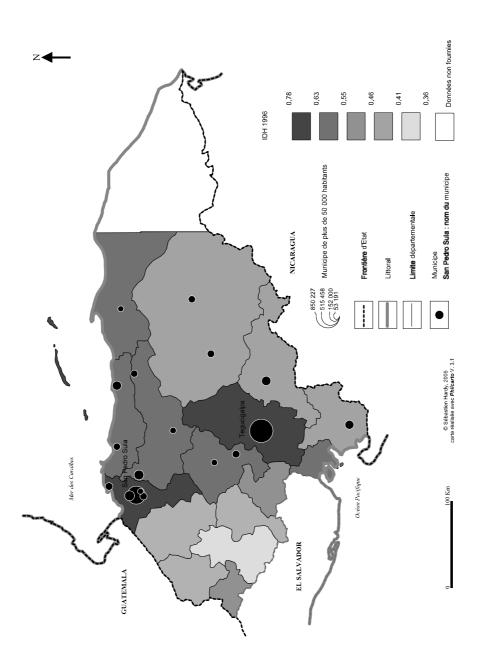
Le développement des activités maquiladoras n'est pas sans répercussion sur l'espace et sur la structuration territoriale de la vallée de Sula (fig. 1). La plus grande concentration de maquilas s'opère dans la municipalité de Choloma (photographie n° 2) ; puis dans la municipalité de Villanueva (ZIP Búfalo : 7 400 emplois, ZIP Villanueva : 9 441 emplois) ; ensuite à La Lima ; enfin à Puerto Cortés et à San Pedro Sula. Pour les villes de la vallée, l'expansion de la maquila constitue un processus évident d'industrialisation qui modifie profondément leurs structures économique, sociale, culturelle et territoriale (Pradilla, 1993). La concentration de la maquila dans la vallée induit une augmentation de la richesse générale mais aussi la croissance de la population et, par conséquent, une demande accrue de services urbains et de logements, tandis que l'offre s'étend très lentement (Torres, 1997). Même si, à petite échelle, le niveau de développement de la vallée de Sula n'est pas négligeable (fig. 3), à grande échelle les inégalités sociales sont frappantes. Sur une population d'à peine plus d'un million d'habitants, 850 000 vivent dans la pauvreté et l'indigence, soit huit habitants sur 10 (La Prensa hondureña, 01/03/2003). La main-d'œuvre des industries maquiladoras vit souvent dans des logements précaires, auto-construits, dans des zones envahies où les pouvoirs publics n'avaient planifié aucun aménagement urbain. Les services et les équipements octroyés après coup y sont nettement insuffisants.

# Photographie N° 2 : Choloma



Le territoire municipal de Choloma est parsemé de zones d'activités dédiées à la maquila le long des voies rapides qui la traversent. Ces dernières permettent à la fois l'arrivée des intrants et l'expédition des produits finis dans des temps records, mais aussi une facile accessibilité aux bus qui y rabattent quotidiennement la nombreuse main-d'œuvre

Fig. 3 : La vallée de Sula, un îlot de développement au sein du Honduras.



Par contraste, la réalisation des parcs industriels donne lieu à la mise en place de généreuses politiques de soutien à l'activité maquiladora - condition essentielle à l'installation des usines - qui se traduit par la prise en charge de certains investissements par les autorités (dont les terrains, lotissement, dotation de services et d'infrastructures), au détriment des populations. Ces zones à fortes densités constituent surtout des réservoirs de main-d'œuvre à proximité desquelles les entreprises maquiladoras choisissent de s'installer. C'est d'ailleurs un des arguments que les promoteurs sanpedranos des parcs industriels mettent en avant, organisant au besoin des navettes pour amener la maind'œuvre jusqu'aux entreprises. Il ne s'agit en fait que d'une stratégie destinée à rendre encore plus compétitive la maquila hondurienne et éviter son déplacement vers d'autres pays. L'activité maquiladora se caractérise effectivement par une flexibilité localisationnelle élevée (van Wunnick, 2001 : 113-115). Pour l'ancrer, les acteurs sanpedranos sont dans l'obligation de renforcer les avantages qu'offre leur territoire, en imposant paradoxalement la marge de Sula au reste de l'Etat-nation comme modèle d'organisation territoriale.

### 3.2. - La marge, un modèle d'organisation prônée par l'élite sanpedrana

La réorganisation territoriale dans la vallée de Sula se fonde sur une logique d'extraversion et d'exemption destinée à promouvoir une structure industrielle. Elle provoque cependant une fragmentation économique et socioculturelle croissante de son territoire avec le reste du pays. En outre, ce choix de l'industrie maquiladora comme moteur d'un processus soutenu de développement régional, est limité du fait de la logique opératoire inhérente à ce type d'entreprises. Ce processus ne se déplace quasiment pas vers l'intérieur du pays, sinon sous le contrôle des acteurs sanpedranos qui mettent à profit la position de la vallée de Sula et l'accroissement des désarticulations avec les autres entités pour développer des nœuds productifs avec d'autres zones de maguila. Les entrepreneurs sanpedranos prennent ainsi la tête d'un tissu industriel orienté à l'exportation, mais assez déconnecté de l'économie locale. Ils semblent ainsi contrôler l'organisation du système hondurien, le transformer en leur faveur et permettre au territoire de Sula de s'imposer comme modèle sociospatial au reste du pays. Les élections successives à la présidence de la République des entrepreneurs sanpedranos, Carlos Flores Facussé (1998-2000), puis Ricardo Maduro (2000-2004), confirment cette tendance. Elles montrent la modification des stratégies sociospatiales des acteurs de l'enclave, qui, jusque-là, s'étaient désintéressés du pays. En déclarant dans son fief de San Pedro Sula que les zones franches et les activités de maquila représentent un facteur de développement essentiel pour le pays (La Prensa hondureña, 26/02/2003 ; Torres, 2003 : 33), le président Maduro tente de rapprocher l'enclave économique de Sula du territoire national. L'objectif implicite est d'en faire le modèle de développement économique du pays, mais d'abord pour le profit de la vallée qui se transforme de facto en une interface incontournable. Mais cette opération semble surtout destinée à maintenir les avantages de l'enclave au sein du système productif mondial. La maquila hondurienne doit en effet faire face à la concurrence de ses voisins centraméricains. Malgré les négociations en cours pour créer une aire de libre commerce des Amériques (ALCA), les différents États centraméricains ont gardé le réflexe de faire individuellement appel aux Etats-Unis pour l'obtention de privilèges particuliers, notamment en matière d'exemption douanière. Dans cette perspective, soucieuses de ne pas diluer le potentiel du territoire sanpedrano, les autorités qui en sont aujourd'hui largement originaires mettent le pays au service du système territorial de Sula.

L'association hondurienne des maquiladoras, présidée par un sanpedrano, José Canahuati, ainsi que la puissante chambre de commerce du département de Cortés, cherchent à développer les potentialités de la maquila à travers le pays, afin d'en orienter les bénéfices sur la vallée de Sula. C'est ainsi que la zone agro-maquila de Choluteca (aquicole et fruitière) fonctionne en étroite collaboration avec la vallée de Sula. Des entreprises franches ont été installées à Choluteca pour préparer les produits agricoles (melons, crevettes) à l'exportation. Les produits sont transportés dans des conteneurs frigorifiques jusqu'au port de Puerto Cortés où ils sont ensuite expédiés vers les marchés mondiaux. En retour, Choluteca, longtemps considérée comme un cul-de-sac entre le Salvador et le Nicaragua bénéficie aujourd'hui des retombées modernisantes du système sanpedrano (Hardy, 1997). Les acteurs sanpedranos se soucient aussi de la mobilité très élevée de la main-d'œuvre

des entreprises maquiladoras de la vallée. Ce turn-over perturbe la logique productive des entreprises et à terme fragilise la compétitivité de la maquila hondurienne. Ce n'est donc peut-être pas sans opportunisme que l'association hondurienne des maquiladoras a adopté un code de bonne conduite qui réglemente le travail et garantit un salaire minimum (d'Ans, 1998). Par ailleurs, les acteurs sanpedranos préfèrent prudemment localiser l'industrie maquiladora spécialisée dans l'électronique, pour laquelle la mobilité d'une main-d'œuvre très qualifiée est un risque productif, autour de la capitale. La rotation de la main-d'œuvre y est en effet moindre puisque les opportunités d'embauche y sont moins nombreuses. Ils offrent ainsi au district central des possibilités d'insertion dans l'économie mondiale jusqu'alors réservées à la seule vallée de Sula. Ce faisant, ils modifient l'organisation territoriale du District Central en la calquant sur celle de la vallée.

### CONCLUSION

La vallée de Sula, intégrée de longue date dans le système mondial de production, constitue un point nodal fort en liaison avec le système Monde. Malgré la compétitivité des autres pays centraméricains qui ont aussi misé sur le créneau des maquilas, les acteurs de la vallée de Sula ont su mettre en place des pratiques qui affûtent l'attractivité de leur territoire.

Les acteurs sanpedranos tirent parti de la position de marge de la vallée de Sula au sein de l'Etat-nation hondurien pour renforcer son développement fondé sur l'ouverture et l'extraversion. Mais en même temps, presque paradoxalement, pour faire face aux recompositions imposées par le système économique, ils la transforment en une interface entre le système Monde et le reste de l'Etat-nation hondurien. La vallée de Sula s'impose en quelque sorte comme modèle sociospatial, organisateur du territoire hondurien, celui d'une marge triomphante.

## **BIBLIOGRAPHIE**

- ANS (d') A-M., 1997, Le Honduras. Difficile émergence d'une nation, d'un État, Paris, Karthala, 385 p.
- COLLECTIF, 2001, Databank 2001, San Pedro Sula, Foundation for investment and development of exports, 376 p.
- COLLECTIF, 2003, Actividad maquiladora en Honduras 2002, Tegucigalpa, Banco central de Honduras, 23 p.
- HARDY S., 1997, Choluteca, une ville intermédiaire au Honduras ? Mémoire de maîtrise de géographie, Université Paris X, non publiée, 193 p.
- La Prensa hondureña [On-line]. 2003. Available from internet : < URL : http://www.laprensa.hn >.
- MUSSET A., 1994, L'Amérique centrale et les Antilles. Une approche géographique, Paris, Masson, 180 p.
- MUSSET A., 2000, « Villes frontières et nations en Amérique centrale », Hérodote, n° 99, pp. 37-60.
- MUSSET A., 2002, Villes nomades du nouveau monde, Paris, EHESS, 397 p.

- RUFFRAY (de) S., 2001, « La recomposition des territoires de marges : spontanéité, planification ou spécificité ? », Mosella, tome XXVI, n° 3-4, pp. 313-329.
- TORRES O., 1997, Honduras : la industria maquiladora, Mexico, CEPAL, 95 p.
- TORRES M., 2003, « Fragilidades, desigualdades y complicidades », Envio, n° 252, pp. 32-36.
- WUNNIK (van) L., 2001, « La maquila : sa contribution au développement et sa flexibilité localisationnelle. Le cas de la zone franche Las Mercedes (Nicaragua) », Géographie, économie, société, vol. 3, n° 1, pp. 93-121.